La grève générale constitue le modèle le plus probable de la révolution socialiste dans les pays capitalistes développés. C'est ce qui donne tout son sens à son analyse marxiste, à l'étude de ses caractéristiques, et à l'examen des problèmes politiques qu'elle pose à des militants révolutionnaires.

On peut objecter que la grève générale ne suffit pas à renverser le capitalisme. C'est exact : il faut aussi que les travailleurs s'emparent du pouvoir politique. Mais la grève générale peut être le point de départ d'une révolution socialiste, comme l'a démontré toute l'histoire du XXe siècle. La faiblesse de cette objection, c'est de sous-estimer le rôle de l'action collective des masses dans leur prise de conscience, et de surestimer la prise de conscience individuelle des travailleurs.

1. Grève générale et grève « large »

Une grève peut être très large sans être « générale ». Mais la grève générale a trois caractéristiques :

- 1. Elle est interprofessionnelle dans ses moyens et surtout dans ses objectifs
- 2. Elle associe les travailleurs des services publics et du secteur privé
- 3. Elle crée une « atmosphère » d'affrontement global entre les classes et non pas seulement entre un secteur du patronat et un secteur de la classe ouvrière

Il n'est pas nécessaire que des revendications politiques soient avancées à la base du mouvement. La grève générale de 1936 en France avait des objectifs salariaux, de réduction du temps de travail, etc. Mais elle impliquait plus que cela pour ses participants. Quelle que soit son origine, toute grève générale est objectivement politique. L'avant-garde révolutionnaire doit saisir cette chance exceptionnelle et faire dès le début un grand effort de politisation du mouvement.

2. Une grève générale peut être passive

La grève contre le putsch Kapp en Allemagne en 1920 a été une grève passive, sans occupation d'usine. Mais c'était la plus grande générale d'Europe occidentale jusqu'à cette époque.

Si cette grève a mis le putsch en déroute, il reste néanmoins que la grève passive est cent fois moins efficace que la grève avec occupation, car elle disperse la force de la classe ouvrière tandis que la grève avec occupation la concentre.

Propager l'idée de la grève générale avec occupation des entreprises est donc une tâche importante pour les militants anticapitalistes.

3. Passage de la grève générale avec occupation à la grève générale active

Dans la grève générale active avec occupation, les travaillent remettent en route et organisent

eux-mêmes la production. Cette idée a été introduite dans le mouvement ouvrier par les anarcho-syndicalistes révolutionnaires. Elle a été mise en pratique à grande échelle en Espagne en 1936.

Une telle grève est évidemment d'un niveau qualitatif beaucoup plus élevé qu'une grève passive, ou même qu'une grève avec occupation. Néanmoins, il ne faut pas perdre de vue que l'idée de la grève générale active peut partir de motivation très différentes :

- 1. Elle peut être le résultat de la volonté anticapitaliste de prendre en mains la production
- 2. Elle peut aussi être le résultat de la logique interne de la grève générale. Dans ce cas, elle répond simplement à la nécessité de rendre la grève plus efficace, indépendamment de ses objectifs (remise en route des transports publics sous le contrôle des grévistes pour organiser une manifestation ; ouverture des coffres des banques et des caisses d'épargne pour permettre aux grévistes de tenir plus longtemps ; etc.)
- 3. Elle peut encore être le résultat de la logique économique de la grève générale, quand il est indispensable d'assurer un fonctionnement minimum des secteurs vitaux (alimentation, en gaz et en électricité par exemple).

Il faut analyser les motivations des grévistes pour juger correctement la remise en route de la production lors d'une grève générale.

L'idée de la remise en route de la production en cas de grève se répand aujourd'hui dans les luttes ouvrières. Il est donc fort probable qu'il sera utilisé par les travailleurs lors d'une prochaine grève générale. Si cela se fait à grande échelle, on assisterait à une grève générale d'une profondeur sans précédent, car il n'y a encore jamais eu de remise en route généralisée de la production en Europe occidentale.

Lors de la grève générale, il sera d'autant plus facile de convaincre les travailleurs de passer à la grève active si des expériences fructueuses ont été faites auparavant dans les luttes. Néanmoins, les grèves isolées avec auto-production aujourd'hui courent le risque constant de dévier vers l'illusion dangereuse de l'autogestion en système capitaliste. Les militants anticapitalistes doivent donc favoriser ces expériences tout en empêchant qu'elles ne s'engagent dans une telle impasse.

4. Grève générale dirigée par la bureaucratie ; grève générale autogérée

Il existe évidemment un lien entre grève active et organisation démocratique de la grève par les travailleurs eux-mêmes. Les travailleurs ne peuvent pas diriger véritablement la grève si chacun est renvoyé à la maison. C'est donc dans le cadre de la grève avec occupation que les militants anticapitalistes poussent à l'élection de comités de grève.

L'élection de comités de grève crée les conditions organisationnelles idéales pour une modification de la conscience des masses et leur rupture avec l'emprise réformiste. Mais le combat pour la prise en mains du mouvement par les travailleurs eux-mêmes ne doit pas être motivé par le sectarisme à l'égard des dirigeants ouvriers en place, que ce soit au niveau de l'entreprise ou à un niveau plus élevé. Il doit être motivé par la volonté d'associer le maximum de travailleurs à la grève, grâce à des comités de grève élus et révocables, et à des commissions spécialisées entourant le comité de grève.

Ce schéma idéal ne se réalisera certainement pas partout en cas de grève générale. En soi, la simple élection d'un comité de grève est déjà un pas en avant énorme. Il sera grandement facilité si les travailleurs ont fait au préalable l'apprentissage de la démocratie ouvrière.

5. Des comités de grève aux conseils ouvriers

Les comités de grève ne sont pas encore des organes du pouvoir ouvrier (conseils ouvriers). Ils se limitent en effet à l'organisation de la grève. Dans la transformation des comités de grève en de tels organes, deux éléments jouent un rôle déterminant :

- 1. La fédération des comités de grève
- 2. Le fait que les comités de grève commencent à assurer dans la pratique des pouvoirs qui dépassent le cadre de l'organisation de la grève et qui sont en temps normaux assurés par la bourgeoisie ou ses instruments.

La réalisation de ces deux conditions fait franchir un pas supplémentaire à la grève générale en créant une situation de dualité de pouvoir : d'un côté le pouvoir bourgeois, de l'autre le pouvoir ouvrier naissant.

6. La dualité de pouvoir

Les soviets de 1917 en Russie forment l'exemple classique de la dualité de pouvoir. Les soviets étaient fédérés au niveau local, au niveau régional, et au niveau national. Ils s'occupaient de toutes les questions et prenaient des décisions conformes aux intérêts des ouvriers et des paysans. Mais des organes de double pouvoir peuvent naître dans des conditions différentes, et avoir des caractéristiques différentes de celles des soviets de 1917. Lors de la Révolution espagnole de 1936, les « comités de milice » étaient indiscutablement des organes de double pouvoir, bien qu'ils aient eu une origine différente de celle des soviets russes.

Dans des pays où la classe ouvrière est dominée et organisée par les réformistes, il ne faut pas exclure que des comités syndicaux se transforment en organes de double pouvoir. En Grande-Bretagne par exemple, compte tenu des caractéristiques du mouvement ouvrier, un rassemblement des délégués d'usines les plus combatifs, des sections syndicales de gauche, des sections travaillistes de gauche, et des militants révolutionnaires, qui appellerait à la mobilisation des masses dans une situation pré-révolutionnaire, équivaudrait de fait à un soviet.

La question fondamentale de toute grève générale active, avec élection d'organes de double pouvoir, c'est le passage de la situation de double pouvoir économique à la situation de double pouvoir politique.

Des ouvriers réformistes peuvent être amenés par la logique du mouvement à la grève active, avec occupation, etc… Mais le pas difficile est celui du choix conscient contre la démocratie bourgeoise et ses institutions. C'est cette difficulté qui a fait échouer toutes les révolutions en Europe occidentale.

L'exemple le plus frappant est celui de la révolution allemande, après la première guerre mondiale. L'effondrement du pouvoir bourgeois était total. Les conseils ouvriers couvraient tout le pays. La social-démocratie, dominante dans la classe ouvrière, a alors décidé de transférer le pouvoir des comités ouvriers à un parlement élu. Des élections ont eu lieu dans ce but… et les sociaux-démocrates n'ont obtenu que 44% des voix.

On ne peut amener les travailleurs à faire la révolution sans s'en apercevoir. Une transformation de leur conscience est indispensable. Dans cette transformation, le saut qualitatif que représente le choix conscient contre la démocratie bourgeoise, pour la démocratie ouvrière basée sur les conseils ouvriers, détermine le point de non-retour dans la crise révolutionnaire. Trois facteurs favorisent cette transformation :

- 1. Un meilleur apprentissage de la démocratie ouvrière et de l'autogestion des luttes
- 2. L'existence d'un parti révolutionnaire implanté dans la classe
- 3. La tactique de l'ennemi de classe

Il faut s'étendre un peu sur la tactique de l'ennemi. En effet, la révolution peut échouer… parce que l'ennemi ne fait rien. C'est ce qui s'est passé en Italie en 1920-21. Toutes les usines du Nord étaient occupées par des ouvriers en armes. Le gouvernement bourgeois a décidé de ne rien faire en espérant que les travailleurs ne sachent pas quoi faire, et c'est ce qui s'est produit. Il est certains que s'il y avait eu une provocation de la bourgeoisie, il y aurait eu une révolution.

En cas de situation de double pouvoir, il est donc décisif de faire en sorte que les organes de double pouvoir nés de la grève générale subsistent le plus longtemps possible, car cela contraint l'ennemi à attaquer.

C'est dans ces situations que l'absolue nécessité du parti révolutionnaire se fait sentir avec le plus d'acuité. L'implantation d'un parti révolutionnaire dans la classe est décisive pour exploiter des chances révolutionnaires d'autant plus précieuses qu'elle ne durent pas des semaines et qu'elles se présentent rarement...

7. La centralisation de la grève générale

La classe ouvrière européenne est centralisée de longue date dans diverses organisations. Cela lui confère une force imposante, mais aussi, revers de la médaille, un poids considérable des appareils bureaucratiques.

Or, une caractéristique de la grève générale est de libérer l'autonomie ouvrière, qui peut remettre en question le système d'organisation bureaucratique de la classe. Il n'est donc pas possible que dans nos pays il y ait dans un premier temps de la grève générale une décentralisation accrue de la classe, par réaction contre la domination bureaucratique. En Espagne, en 1936, par exemple les organes de double pouvoir surgis spontanément ne portaient même pas le même nom d'une région à l'autre!

Dans ces conditions, la centralisation de la grève générale est une question à la fois importante et difficile. Elle peut être abordée de différentes manières. En premier lieu, le passage à la grève générale active, avec remise en route partielle de la production, a une logique centralisatrice. Il faut un minimum de coordination pour remettre en route la production, même partiellement.

En deuxième lieu, les moyens de communication modernes peuvent jouer un rôle décisif (radio, télévision, télécommunications, banques, chèques postaux, etc.). Leur maîtrise par les grévistes eux-mêmes est donc vitale.

L'occupation et la remise en route des moyens de communication décentralise la bourgeoisie et centralise automatiquement le camp de la révolution. C'est donc aussi autour de ces centres qu'éclateront les premières épreuves de force.

8. Dualité de pouvoir et loyauté vis-à-vis des partis traditionnels

On peut se trouver dans une situation objectivement révolutionnaire, mais que la majorité des travailleurs continue en même temps à appuyer les organisations réformistes. Cela a été le cas en Russie en février 1917, quand les menchéviques et les socialistes-révolutionnaires ont été élus à la majorité dans les soviets. Le même phénomène s'est produit en Allemagne entre 1917 et 1919 et en Espagne en 1936.

Des soviets peuvent donc être créée par des ouvriers sous l'emprise réformiste. C'est le soviet qui seule permettra leur rupture avec les partis traditionnels. Cette rupture peut être favorisée de deux manières :

- 1. Par la propagande, pour pousser les travailleurs qui font encore confiance aux organisations traditionnelles à exiger de ces organisations qu'elles prennent le pouvoir, sans le partager avec la bourgeoisie. Il est probable qu'il faudra passer par ce stade dans la plupart des pays d'Europe occidentale.
- 2. Par l'organisation. Lors d'une crise révolutionnaire très aiguë, une recomposition très rapide s'opère dans le mouvement ouvrier. On voit apparaître des organisations centristes de masse qui évoluent du réformisme vers les positions révolutionnaires. Une politique de front avec ces organisations est primordiale. Les bolchéviques en 1917 ont constitué un front avec les socialistes-révolutionnaires de gauche. Dans la révolution espagnole, un front a regroupé

les anarchistes, le POUM et les socialistes de gauche. Une politique de front avec les organisations centristes qui se détachent sur la gauche des partis ouvriers traditionnels offre de grandes possibilités et permet aux révolutionnaires d'élargir considérablement leur influence. C'est cette unité qui a permis la conquête du syndicat des métallurgistes lors de la révolution allemande de 17-19, et d'avoir une majorité révolutionnaire dans les milices de Catalogne en 1936.

9. Autodéfense ouvrière et armement

Même si la crise révolutionnaire mûrit, la question du pouvoir n'est pas résolue si la question de l'armement n'est pas résolue. Il y a deux aspects à cette question : l'armement de la classe ouvrière d'une part, la désagrégation de l'armée bourgeoise d'autre part. Les deux aspects sont liés car le soldat ne rompt avec l'autorité militaire bourgeoise que s'il bénéficie d'une protection ailleurs.

La question est essentiellement politique et non technique. Elle est délicate vu les traditions du mouvement ouvrier en Europe occidentale qui est marquée par une longue tradition de démocratie bourgeoise. Il faut donc trouver les médiations nécessaires pour faire comprendre la nécessité de l'armement. Dans ce cadre, l'auto-défense des piquets et la lutte contre les groupes fascistes ont une très grande importance. Les attaques de l'ennemi de classe doivent être utilisées comme des moyens de faire faire des bonds en avant à la conscience des travailleurs sur cette question.